

On y faisait état du désenchantement du public avec le rôle « d'homme-à-tout-faire international » et on y proposait que le Canada recherche moins la popularité et davantage son intérêt national. On y mettait également en évidence le lien direct entre le comportement à l'étranger et des questions comme la souveraineté et l'unité nationale.

Ce déplacement d'accent s'explique, dans une certaine mesure, par les fluctuations de notre démarche politique dont j'ai déjà parlé. Certes, il existe bien une pincée de nationalisme dans nos réactions à bon nombre des pressions de l'extérieur. Mais à l'occasion, on retrouve aussi une forme de modestie bizarre et tenace qui amène les Canadiens à se déprécier.

Robertson Davies avait décelé cette tendance dans notre littérature. Il a écrit à ce sujet ce qui suit : « Notre attitude nationale à l'égard de la littérature est ambiguë. Nous posons de sombres questions à son sujet telles que : « Qui est notre grand poète ? » « Quand nos écrivains témoigneront-ils de notre identité nationale ? » Toutefois, quand un livre traite de façon indiscutable de réalités canadiennes, on l'accueille avec un certain embarras. Quand nous demandons une littérature nationale, c'est comme si nous demandions des portraitistes dans un pays où personne ne veut poser. »

Nous retrouvons quelque peu le même syndrome en ce qui a trait à la politique étrangère. Si nous sommes fiers qu'un Lester Pearson ait obtenu le prix Nobel de la paix, cela ne nous empêche pas de nous plaindre que le maintien de la paix pèse sur nos ressources, que l'aide étrangère est un gaspillage d'argent ou que le dialogue Nord-Sud ne constitue qu'un acte de foi chimérique.

Ceci me ramène aux dires selon lesquels le concept trudeauvien de l'intérêt national serait en quelque sorte mesquin. Cela étonne parce que l'augmentation massive de l'aide étrangère et un appui très ferme au tiers-monde ont été, au moins autant que la poursuite calculée de l'intérêt national et de la « realpolitik », la marque de la politique étrangère canadienne au cours des quinze dernières années.

Certes, nous avons voulu nous assurer que notre politique étrangère reflétait et prenait en compte nos intérêts sur les plans de l'économie, de la culture et de la sécurité. Nous avons carrément mis la politique étrangère au service de l'unité nationale. Nous avons agi unilatéralement afin de protéger l'écologie et nos ressources marines, même si ce fut après une recherche exhaustive d'un consensus international dans ce domaine. Enfin, nous avons agi pour défendre la souveraineté de nos médias et de nos ondes de diffusion.

Toutefois, notre conception de l'intérêt national n'a jamais été si étriquée que notre adhésion au système mondial en ait sérieusement souffert. Je pense entre autres au travail accompli à la Conférence sur le droit de la mer ainsi que dans de nouvelles instances comme le sommet de Cancun sur les relations Nord-Sud et à notre